

# Savoir et Pouvoir en Algérie. Pour un Essai de sémiotique sociale

**Abderrezak DOURARI\***

*Les techniciens, les "sages", les savants, les enseignants, les vulgarisateurs, les créateurs ne sont pas des hommes isolés, mais ils anticipent pour ainsi dire, la demande du public, et la connaissance qu'ils peuvent promouvoir ou diffuser n'est pas sans rapport avec leur rôle social dans un type particulier de société". Jean CAZENEUVE, Dix grandes notions la sociologie, Ed. du Seuil, 1976.*

Une société moderne se doit de toujours augmenter ses capacités rationnelles dans une visée téléologique claire : économiser toujours davantage et dans tous les domaines (temps, argent, vies humaines, matières premières...)

Nous poserons par conséquent que l'une des principales conditions de possibilité de la modernité d'une manière générale est la rationalisation de l'action; car à l'opposé c'est la prédominance du passionnel et de l'affectif propres aux sociétés archaïques que Lévi Brühl caractérise par ce qu'il appelle la catégorie affective du surnaturel.

## **I. Le problème**

Nous voudrions porter notre réflexion, pour l'instant en formation, sur, précisément, l'évaluation de l'intérêt que notre société accorde au développement de ses capacités rationnelles et la place véritable qu'elle leur assigne dans l'organisation et la gestion de ses intérêts idéels et matériels.

Il s'agit donc, pour nous, d'une tentative d'évaluation du rapport entre savoir et pouvoir en Algérie. Nous entendons le savoir comme consistant en l'intellection de l'Être des choses et des phénomènes tels qu'ils se donnent à la perception : un effort perceptif réglé et ordonné usant de moyens cognitifs particuliers et sophistiqués, visant à établir la vérité (vérité scientifique et non-vérité absolue). Il requiert pour cela un entraînement complexe, une formation spéciale dont la finalité est la production d'une pensée (d'idées)

---

\* Professeur au département de traduction et d'interprétariat, Université d'Alger Chercheur-associé CNRPAH Alger.

déterminée par un espace, un temps, et un objet donnés : c'est ce que Michel FOUCAULT appelle, dans son *Archéologie du savoir*, une épistémè.

L'objet en question peut être, et nous simplifions beaucoup, de deux natures différentes et exige des savoirs différents : un objet de l'ordre de la nature exigeant un savoir technique disponible et s'élaborant dans le cadre des sciences de la nature- savoir quantitatif ; et un objet de l'ordre de la culture qui exige un savoir disponible et s'élaborant dans le cadre des sciences sociales et humaines- savoir qualitatif. Le savoir vise, dans les deux cas, à produire des paradigmes cognitifs. On visera, ici, le savoir constitué et non pas la quête du savoir qui est un processus. Le sujet du savoir dont on parlera n'est pas un sujet de quête (du savoir), mais bien d'un sujet de droit.

C'est ce qui correspond à Savant dans la terminologie de Max Weber. Les dimensions et isotopies concernées ici sont donc cognitives ou épistémiques fondamentalement.

Le pouvoir, le politique dans la terminologie weberienne, quant à lui, consiste, pour nous, en la capacité de mise en oeuvre d'idées et de prise de décision. La capacité du pouvoir se déroule dans une visée syntagmatique. C'est que la mise en oeuvre d'une idée, d'une pensée, d'une vérité scientifique, ne peut se faire que dans la temporalité. Le dire et le faire doivent obéir proprement à une stratégie de dire et de faire, ensemble d'étapes rationnelles et rationalisées consistant en l'articulation de la vérité en plusieurs composants agencés et mis en forme de sorte à leur donner un caractère socialement acceptable. Il s'agit donc ici, d'un savoir gérer sociétal (savoir-faire) intégrant la composante communicative et interactionnelle : car le savoir politique tout court ressortit à la politologie- étude systématique et ordonnée des phénomènes touchant l'Etat- qui est un savoir et non pas un savoir-faire au sens strict. Les dimensions et isotopie (récurrence des mêmes traits sémantiques dans un discours ou un faire) qui sont concernées ici seront donc celles pragmatiques fondamentalement.

En termes prosaïques, on essaiera de tracer les contours de l'image que nos hommes politiques (pouvoir et opposition) se font de l'intelligence et de la Raison (savoir). Ce faisant, il n'est nullement dans notre intention de suggérer que le politique est antinomique avec l'intellectuel, ce qui serait une méprise quant à une dimension importante et nécessaire dans toute société. Nous voulons simplement souligner que les deux modalités ne fonctionnent pas de la même manière, et n'ont pas les mêmes exigences dans un Etat moderne où ces deux fonctions sont distinguées et hiérarchisées. C'est, par conséquent, de la hiérarchisation de ces deux modalités (laquelle surdétermine l'autre) que résulte la caractérisation d'un pouvoir et d'une société donnés. La vérité scientifique n'est presque nulle part retranscrite telle quelle en politique. Pour l'intellectuel, c'est la recherche de la vérité, ou, plus exactement, une formulation asymptotique de la vérité, qui l'intéresse en dernier ressort. Le politique peut. tout en étant convaincu d'une vérité

scientifique, ne pas la déclarer, ni en faire une priorité dans son action. Ce sont deux modalités de dire et de faire qui ne sont pas les mêmes, car le sujet épistémique ne tient pas compte d'une quelconque condition de possibilité d'énonciation de la vérité découverte au regard des conditions de sa réception et donc de son acceptabilité par la société ; alors que le sujet pragmatique (politique), précisément, en fait une priorité car la révélation de la vérité nue et sans une stratégie rationnelle pour ce faire, induit des effets qui peuvent être néfastes pour son acceptation y compris par ses bénéficiaires (le groupe social concerné) et pose donc de délicats problèmes de gestion. Le politique recherche le langage (la forme discursive), le dosage "homéopathique" et le moment les plus adéquats pour dire la vérité. C'est R. Rolland qui a dit : Il était trop franc et trop mauvais politique pour déguiser ce qu'il pensait. Mais nous avons décrit, là, un pouvoir (sujet pragmatique) qui fonctionne dans une dimension pragmatique rationalisée, soucieux de l'efficacité de son dire sur la société et sur l'Etat et ses intérêts. Un pouvoir soucieux uniquement de sa propre survie (La politique consiste dans la volonté de conquête et de conservation du pouvoir, selon Valéry) fonctionne avec la ruse et la récupération comme seule stratégie mais qui ne sont pas payantes à long terme : Voltaire définissait, quant à lui, le vrai homme politique comme celui qui joue et qui gagne à la longue.

Nous pensons, par ailleurs, qu'il est toujours nécessaire de comprendre comment les choses en sont arrivées là ; c'est-à-dire, pour ce qui nous intéresse ici, de chercher les bases sociétales et mentales des comportements des pouvoirs, produits logiques de leurs sociétés. En esquissant l'image globale que se fait la société du savoir, c'est-à-dire quel statut elle lui assigne dans la stratification économique et sur l'échelle de prestige, nous pensons qu'il est possible de répondre à la question.

## ***1. Pouvoir et savoir à l'université***

### ***a. Problèmes exocentriques***

Nous définissons les problèmes exocentriques comme étant ceux relatifs aux statuts des institutions du savoir et les profils présidant au choix des hommes qui les dirigent. Ces statuts et ces profils sont définis dans le cadre de la politique d'un pouvoir. On le voit bien ici "est-ce normal ?", que c'est le pouvoir qui définit le mode d'être du savoir dans la société.

L'évaluation des rapports qu'entretiennent ces deux modalités dans les institutions mêmes du savoir (l'école, l'université, la santé...) est autant intéressante que révélatrice d'une attitude globale défavorable à la modalité du savoir. Une analyse des formes de domination, selon la grille weberienne, nous montrera, sans doute, que c'est la domination bureaucratique (plus précisément, administrative) qui est la plus systématisée en Algérie. Le "devoir de fonction" et le "droit de compétence" qui lui correspond,

entraîne chez nous une domination du bureaucrate, la plupart du temps, compétent légalement (c'est lui le chef par le fait de la règle administrative) mais incompétent scientifiquement. Ce fait produit un malaise dans le fonctionnement des institutions, celles scientifiques y compris; puisque le savoir, non valorisé en profil statutaire, est souvent dans une position inférioritaire par rapport au pouvoir. C'est ce qu'on appelle, en termes de *status consistency*, une discordance dans la fonction universitaire, et de savoir de manière générale, entre son grand prestige extérieur, sa réalité de dominé par le bureaucrate et son statut économique très faible.

La reconnaissance objective d'un Etat de crise multidimensionnelle grave de la société ne justifie point cette situation. Bien au contraire, puisque c'est précisément en cette conjoncture que la nation, l'Etat, ont le plus besoin de mobiliser leur savoir pour s'en sortir. Mais cela présuppose l'idée d'un Etat au service de tous.

Qui est à la tête de la chaîne de commandement dans une université? Savoir ou pouvoir? Quelle institution a le « droit de compétence »?

Les conseils scientifiques (savoir) dans nos universités ont un rôle consultatif et leur pouvoir se limite à l'émission d'avis dont le directeur (pouvoir) peut disposer à peu près comme il veut. Cette réalité existe tant au niveau des instituts qu'à celui de l'université globalement. Elle est le fait du statut de l'université. C'est par exemple l'administration (pouvoir) qui s'octroie en priorité et le plus d'espace bureaux. moyens de reprographie, fax, Internet, moyens informatiques, mobilier... la plupart du temps au détriment de la science et de la pédagogie (savoir), à laquelle on ne reconnaît que les salles de cours tout comme les lycées. L'espace et la budgétisation des bibliothèques (savoir) sont négligés, comme si le savoir pouvait se transmettre par la simple grâce d'une coprésence de l'enseignant et de l'étudiant (relation pédagogique : dimension et isotopie du savoir) dans la même salle de cours. Résidu de notre culture à dominante orale? Le fonds documentaire est tellement négligé dans la perception qu'ont en les sujets pragmatiques qu'aucune de nos universités ne peut prétendre fonctionner comme une véritable université. Le fonds documentaire est négligé comme source de savoir fondamentale ; il est négligé aussi, cela va de soi, comme but du savoir. Cette attitude de mépris du savoir écrit (ou de simple ignorance de sa fonction sociale) explique des décisions capricieuses en matière de politique linguistique. Ouvrons une parenthèse ici pour parler de cette nouvelle ancienne loi. La généralisation de l'arabisation est dans l'absolu politiquement légitime. Mais quand elle est décidée uniquement pour flatter son ego, ou pour faire un peu comme la France, qui elle, a généralisée le français comme langue officielle unique de l'Etat et qui a promulgué des lois pour chasser les mots anglais qui s'y seraient insinués (loi TOUBON), sans tenir compte du fait qu'aucun pays arabe ne produit actuellement son propre savoir et que, donc, tous sont demandeurs en la matière, on mesure combien cette décision est injustifiée et inopportune

aujourd'hui. Là aussi ce n'est pas le savoir qui a présidé à la décision, mais bel et bien le pouvoir sans fondement de savoir. Quand on sait que l'essentiel du savoir mondial est produit en Occident aujourd'hui, il est suicidaire de vouloir s'enfermer dans sa coquille linguistique, que peu de personnes maîtrisent en plus, alors même que le pays a l'avantage de maîtriser une langue dans laquelle il est produit du savoir, y compris sur la langue et la culture arabes elles-mêmes. La recherche, dans notre pays, se fera avec quels outils documentaires ? Nous aurions pu, pour satisfaire et notre affect, si chatouilleux en fin de compte. et notre intellect, si mince, généraliser, renforcer et moderniser l'apprentissage de la langue arabe, tout en lançant de grands chantiers de traduction d'ouvrages (l'Algérie a formé des traducteurs par centaines, et beaucoup d'entre eux sont au chômage) pour préparer des lendemains meilleurs à notre pays, à notre Etat, où il sera un jour possible de ne plus se poser la question de savoir qui nous sommes ? Et quelle langue on parle ? Mais d'une meilleure maîtrise des langues étrangères, tant l'arabe sera maîtrisée par toute l'élite algérienne, et les variétés algériennes berbères ou arabes reconnues dans le statut qui leur revient dans leur pays et parmi leur peuple. Le savoir aura ainsi surdéterminé le pouvoir par une attitude civilisationnelle qui s'approcherait de la culture écrite qui ne confinerait pas la production et la transmission du savoir à l'oralité. Qu'est-ce qui a été surdéterminant dans le processus de prise de cette décision ; est-ce le pouvoir ou le savoir ? Quand on sait que la question linguistique trouble le pays depuis les années trente, il aurait été très sage (savoir) de créer une institution scientifique uniquement à l'effet de trouver une solution rationnelle à ce problème. Mais force est de constater que même les traductions les plus rapides ne pourront atteindre le rythme endiablé de l'évolution du savoir en Occident et la maîtrise des langues étrangères devient une nécessité impérieuse pour seulement subsister. Fermons ici la parenthèse.

A l'université, le recteur nommé par décret (pouvoir) est ipso facto le président du conseil scientifique de l'université (savoir). Mais, lui-même, tombe sous l'effet de la surdétermination du savoir par le pouvoir : tout en étant ordonnateur, c'est le contrôleur financier (Pouvoir. surdéterminant un autre pouvoir : (P/p) qui autorise les dépenses ordonnées. Le contrôle ne se fait pas à posteriori et il est donné droit, par conséquent. au contrôleur financier (P/p) d'invalider éventuellement une décision du recteur (p/s, en minuscules) dont le pouvoir provient d'un savoir (il est nommé par décret parmi les détenteurs du grade de professeur ou maître de conférences) car supposé Etre sensible à la modalité du savoir. Mais le système universitaire algérien est tel que même ces honorables professeurs et maîtres de conférences fonctionnent dans la modalité du pouvoir auquel ils rendent compte dans la mesure où aucun professeur ou maître de conférence ne peut, par l'effet du système bureaucratique et réglementaire, déployer le pouvoir

de savoir toujours soumis au pouvoir du maître à bord : le recteur ou le doyen.

Nous concluons donc qu'à l'université, espace du savoir par excellence, c'est le pouvoir qui surdétermine le savoir. On le notera ainsi : *PIS*.

### ***B Problèmes endocentriques***

Les statuts définissant les rapports hiérarchiques à l'université ainsi que les missions de celle-ci, nous l'avons vu, ne favorisent pas le savoir par le fait que c'est le sujet pragmatique qui occupe une position hiérarchiquement supérieure et autoritaire à souhait. Le savoir n'est pas favorisé non plus par le sujet épistémique qui est marginalisé dans toute prise de décision le concernant mais qui se marginalise lui-même à l'intérieur de sa propre institution. La situation qui découle des statuts n'est pas la seule explication de cette situation de déliquescence du statut du savoir dans la société. Une stratégie (les règles guidant les conduites de choix rationnels) assumée pourrait remettre les pendules à l'heure à condition que le sujet épistémique prenne conscience de son identité et de son rôle dans la société et cherche bien (vouloir) à se prendre en charge par la remise en question des rapports de dépendance qu'il subit avec le sujet pragmatique. La modalité du vouloir a été soulignée à dessein; car seule la volonté (désir plus assumption) permettra au sujet épistémique de passer du statut d'hétéronomie à celui d'autonomie.

Posons-nous quelques questions avant d'aller plus loin :

Est-il concevable qu'une université qui emploie des centaines d'enseignants universitaires ne produise aucune publication de quelque qualité que ce soit?

Ce n'est pas le sujet pragmatique (ou le pouvoir ou le système comme on l'invoque souvent) qui l'en empêche puisque ce sont des universitaires qui dirigent les universités et les instituts (nous n'oublions pas que ces sujets fonctionnent dans la dimension et l'isotopie pragmatiques fondamentalement tout en restant tant soi peu sensibles à la dimension et l'isotopie épistémiques) et la nomenclature budgétaire n'empêche pas d'y inscrire un chapitre publication. Il faut croire qu'on a complètement oublié que nous sommes un pays de manque, que la documentation est nécessaire à notre fonction, et que, donc, il était de notre responsabilité de produire cette documentation au lieu de rester passivement, comme tout le pays, à scruter la mer en attente d'un arrivage par bateaux.

Nous sommes conscients, bien évidemment, que nous ne sommes pas encore capables de produire notre savoir tout seuls. Aucun pays dans le monde arabe ne produit son propre savoir tout seul y compris concernant la langue et la culture arabes ou même la religion musulmane que les Allemands connaissent scientifiquement cela s'entend, certainement mieux

que tout musulman. Les Egyptiens, de loin les plus nantis possèdent des pyramides, des vestiges archéologiques et ce sont les Occidentaux, qui n'ont en pas, qui savent les étudier. Nous avons du pétrole et du gaz et ce sont les autres pays qui n'en ont pas, qui ont la technologie pour produire et développer les industries pétrochimiques... Mais à quand le début ?

Est-il concevable que les actes des colloques scientifiques qui reviennent chers ne soient pas publiés?

Est-il concevable que des professeurs qui enseignent la même matière depuis des années ne réussissent pas à publier au moins un photocopié digne de ce nom qui constituerait un recueil de leurs enseignements?

Est-il concevable qu'une université ne produise aucune réflexion sur la ville dans laquelle elle est implantée sans parler de la Wilaya ou du pays ?

Qu'avons-nous fait, nous les enseignants, sujets épistémiques par excellence, pour redonner à l'université la place qui lui est due dans notre société? Pourquoi n'avons-nous pas fait suffisamment ?

Ce constat peu reluisant n'est pas une auto-flagellation au moment où l'avenir de notre université est mis en jeu, C'est un appel à l'assomption de soi. La dyade Je – TU/- a une fonction de reconnaissance. Elle est à la base de la société. C'est LACAN qui déclare que :

*" Mais si j'appelle celui à qui je parle, par le nom quel qu'il soit que je lui donne, je lui intime la fonction subjective qu'il reprendra pour me répondre, même si c'est pour la répudier. Dès lors, apparaît la fonction décisive de ma propre réponse et qui n'est pas seulement... d'être reçue par le sujet comme approbation ou rejet de son discours, mais vraiment de le reconnaître ou de l'abolir comme sujet " (J. LACAN, *Ecrit I*, Le Seuil, 1966, p.182).*

Pour être reconnu, il faut advenir, être à soi et à autrui. Pour être pour quelqu'un il est nécessaire de faire partie du monde des visibles, de ceux dont l'approbation sociale (Serge MOSCOVICI. *Psychologie des minorités actives*) est demandée; et cela ne peut s'obtenir que par le fait d'avoir un corps, une substance qui s'imposera par son faire, ici cognitif.

Le bras de fer qui dure entre les universitaires (savoir = S: Is) et la tutelle (pouvoir = P:lp) pose la question de reconnaissance mutuelle de deux acteurs actants engagés dans des dimensions et sur des isotopies différentes. Les réactions gauches du pouvoir non seulement dilapident le capital fiduciaire présumé dans le contrat moral entre employé et employeur, mais, pis, contribuent à augmenter le capital de défiance; à moins que l'impasse ne soit le but recherché activement et intelligemment.

Voyons ailleurs. On peut tout aussi bien se demander à qui revient l'ultime décision (P/p ou *pis* ou *s*) dans une structure de santé, engageant corps médical, paramédical (savoir), et administratifs (pouvoir)? La réponse est on ne peut plus claire : c'est l'administratif (directeur, la plupart du temps n'est pas médecin de formation) Le conseil médical, lui aussi, n'est que

consultatif. On ne pourra même pas nous objecter le fait que seul l'administratif connaît les problèmes de gestion. Mais alors il faudra souligner que, la plupart du temps, le directeur est rarement un gestionnaire universitaire (S : Ip ). Ensuite, et même quand c'est le cas, le dernier mot devrait revenir au scientifique spécialisé dans la fonction principale de l'institution (savoir), l'administrateur (pouvoir) se contentant de fournir la logistique nécessaire au travail du médecin en termes de réalisation de commandes, d'infrastructures, de recrutement de personnels tels qu'exigé par le corps médical (savoir)... L'administratif devrait être régi par le scientifique et non l'inverse comme c'est le cas chez nous. Là aussi nous voyons que la hiérarchie des modalités est : PS.

## **2. Pouvoir politique et savoir**

La politique moderne "selon Jürgen HABERMAS" (*La technique et la science comme idéologie*) « scientifiée » a recours à toute une armée d'experts, spécialistes... elle met en oeuvre l'analyse systémique et la logique de décision, elle a recours aux techniques de la recherche opérationnelle, elle utilise des modèles mathématiques extrêmement sophistiqués... A tel point que les rapports du savant et du politique se trouveraient inversés : le politique devient un exécutant, le dernier mot revenant à une intelligentsia scientifique dégageant "les nécessités objectives" telles qu'elles sont dictées par "la logique des choses" (p xx).

C'est en référence au modèle politique dit décisionniste, que Habermas déclare, que la décision politique, dont les marges auront elles-mêmes été rétrécies par le rationnel, intervient une fois que la rationalisation a été poussée au plus haut degré. Si la rationalisation tient compte, nous l'avons vu plus haut, de la seule logique des choses, la décision politique aura pour rôle la réinjection du facteur humain et des exigences axiologiques du moment. Le modèle décisionniste est lui-même critiqué et c'est le modèle pragmatique qui est proposé à la place car il permet un réajustement réciproque permanent entre les éléments du couple décision raison scientifico-technique. C'est le modèle américain qui en est l'archétype où toute décision politique passe par les sacro-saintes scientifiques agences. Le pouvoir politique est un simple commanditaire, disons, de savoir. Ce sont essentiellement le ministère de la défense et la NASA qui sont le plus gros commanditaire d'études y compris dans le domaine de la linguistique : Noam Chomsky a bien remercié le ministère de la défense dans l'introduction de son livre *Syntactic structures* (1957) pour avoir, en quelques sortes, sponsorisé ses recherches. Mais la Maison Blanche n'est pas en reste. Ainsi, dans ce modèle d'Etat le politique (pouvoir) formule le problème et demande au savant (savoir), expression subsumante et métaphorique des bureaux d'études spécialisés, de lui trouver la/les solution (s) nécessaire(s), La décision, et tout l'art qu'il convient d'y mettre, consiste en l'adaptation des exigences de



l'information scientifique avec les valeurs. L'objectif évident est de garantir les meilleures conditions possibles pour que la décision soit scientifiquement bonne et politiquement acceptable. C'est donc bien d'une stratégie de faire-vouloir qu'il s'agit et qu'on atteint d'autant mieux que l'on tient compte d'une certaine dialectique entre le pouvoir, le savoir et enfin le vouloir de la société. Nous pensons bien que cette opposition entre savoir et vouloir exige des stratégies de communication très particulières qui rendent la décision acceptable ; car la société, surtout la notre, se caractérise par une espèce de misonéisme, ou d'une certaine inertie à tout le moins. Aux USA, par conséquent, et tel qu'il ressort de l'étude citée de J.HABERMAS, l'ordre des modalités est : S/P. Cette position supérieure du savoir l'est à l'échelle globale de la société quelle que soit l'institution concernée.

Notre Etat est-il organisé de sorte qu'il puisse effectivement profiter de ses scientifiques (savoir) ? Le politique (pouvoir et opposition) en Algérie, pense-t-il au scientifique comme le lieu par excellence où doivent se penser et s'élaborer les décisions politiques? L'Etat est-il le commanditaire par excellence de réflexions scientifiques en Algérie? ce qui aurait été une force structurante de premier choix pour le savoir. Quel est le problème, parmi ceux nombreux rencontrés par l'Etat et la société, que le pouvoir a posé à résoudre au savoir? à l'université, dont c'est la raison d'être. Combien de fois cela s'est-il fait ? Quand et dans quelle proportion des travaux de recherche ont porté sur des préoccupations de l'Etat et de la société ? Dans quelles proportions ces études ont-elles été prises en compte dans l'élaboration d'une politique en la matière ?

Les problèmes manquent-ils dans un Etat jeune ? La décision relative à la politique linguistique de l'Etat n'a été soumise ni aux pédagogues, ni aux sociolinguistes, ni aux économistes... Pourtant un débat semblait à l'époque émerger dans la société à ce sujet. Il fallait non seulement l'encourager mais faire mieux : organiser des colloques scientifiques, des forums, créer des groupes de réflexion (savoir) officiellement pour étudier la question et énoncer un ensemble de solutions que les spécialistes en communication auraient travaillées afin que le politique puisse prendre une décision informée, acceptable et applicable sans recours à la contrainte toujours coûteuse. A l'échelle d'un Etat, quand il faut du temps, il faut tout simplement le prendre. La même question peut se poser par rapport à la politique économique et la question lancinante de l'endettement; de la politique éducative suivie jusqu'à l'orée de l'année passée. ..

La composante du CSE ne pouvait qu'effrayer! Patrice CAVINEZ (Eduquer le citoyen ?, p64), en parlant de l'habitus acquis par les enfants dans une société, c'est-à-dire, des modes de comportement et de la façon de voir les choses, nous dit : « il est évident que l'école, c'est-à-dire chaque école, selon sa taille. son implantation en milieu rural ou urbain, son recrutement selon la personnalité des enseignants et leurs méthodes pédagogiques. selon son histoire propre et son organisation spécifique, selon

qu'il s'agit d'une école primaire, d'un lycée ou d'un établissement d'enseignement supérieur. est imprégnée d'un esprit particulier qui agit sur les élèves comme sur les professeurs".

C'est le cas chez nous. Mais quel est cet esprit'?

Dans une société moderne la pression sociale s'exerce dans le sens d'exiger de l'individu qu'il se fasse une place dans la société. Elle exige de lui une sorte de sacrifice. L'apprentissage (quête du savoir) est donc un investissement que l'individu consent pour se hisser dans la hiérarchie sociale dans le cadre d'une compétition ouverte. Il est nécessaire que les résultats obtenus ( sanction : réussite scientifique ) puissent être jugés comme étant à la hauteur des sacrifices consentis (épreuves) : satisfactions futures supérieures aux satisfactions sacrifiées actuelles ( P . BOURDIEU. *La distinction, Critique sociale du jugement*, Cérés éditions, 1995). C'est là la logique de l'esprit calculateur moderne; c'est une sorte d'anticipation de l'avenir.

Aussi vrai que l'école est l'appareil idéologique d'Etat le plus efficace en la matière- elle est une institution fondée et contrôlée par l'Etat (L. ALTHUSSER). elle est donc au service des intérêts dominants dans l'Etat, c'est-à-dire au service des classes qui détiennent la réalité du pouvoir (P. BOURDIEU)-, on peut se poser la question de savoir quel type de citoyen veut former l'Etat algérien, au vu de la caractérisation de la composante actuelle du système de prise de décision en la matière, censé tracer les grandes orientations (l'habitus) de l'école algérienne? L'école est véritablement l'enjeu social le plus disputé .

C'est du type de savoir qui est dispensé à l'école que dépendra le type de pouvoir futur dans l'Etat algérien et, en fin de compte, cet Etat lui-même. C'est en ayant bien compris cette équation que les conservateurs ruent dans les brancards au sujet de la Réforme du système éducatif réalisée par la CNRSE, alors que les démocrates et modernistes attendent Godot.

Mais, non seulement le scientifique, chez nous, n'est pas impliqué dans la réflexion autour des problèmes de l'Etat et de la société ; mais pis, il n'en a même pas les données de base, car la pratique de la rétention d'informations est une donnée fondamentale dans notre culture de pouvoir. Le pouvoir, au sens large, ne s'intéresse pas au savoir et ne se réclame que de sa seule aura. C'est par le pouvoir qu'il justifie de son savoir : il peut ; alors il sait. Le savoir technologique lui échappe et alors il le reconnaît en tant que tel d'autant que ce savoir est un savoir-faire orienté sur les choses et non pas sur la société. Le pouvoir suggère l'idée que la société n'est pas connaissable scientifiquement. C'est la fumeuse théorie des sciences infuses : n'est pas électronicien qui veut : mais tout le monde est sociologue, historien, linguiste... surtout si l'on peut se prévaloir d'un quelconque pouvoir.

Un Premier ministre a même affirmé sans rougir qu'il boucherait des trous à bien des économistes! Est-il concevable qu'un scientifique qui a passé

le clair de son temps à étudier et à se spécialiser dans la science économique soit moins bien édifié en la matière qu'un homme, quel que puisse être son mérite ou son intelligence, qui ne peut se prévaloir que de quelques années de gouvernement : Ou sinon, d'où lui viendrait un tel savoir transcendant qui manquerait précisément au scientifique dont c'est la raison d'être? Prophétie? Ou débilité mentale irrémédiable des scientifiques?

Ce ne sont pas-là, hélas, des déclarations de simples mégalomanes. C'est l'expression condensée d'une idée généralement admise dans certaines sphères. Combien d'intellectuels (savoir) se sont-ils fait mettre en minorité ou exclus de partis politiques, toutes tendances confondues, attrapés en flagrant délit de réflexion en dehors des limites autorisées au pensable (tel que défini par le pouvoir : les chefs de partis) ? Feu Mohamed BOUKHOBZA (*octobre 88: Evolution ou rupture*, Bouchène, Alger, 1991), avait noté en son temps le taux effarants de postes de direction d'entreprises algériennes occupés par des personnes ne méritant pas le statut de cadre, n'ayant pas reçu une formation appropriée ou n'ayant aucune formation.

Le savoir, chez nous, n'est pas un critère légitime, comme il est souvent affirmé, mais c'est celui des liens de solidarité naturelle... ou celui de la légitimité historique ou encore la servilité qui l'est.

Peut-on répondre à la question de savoir si notre société prend grand soin de sa tête ? C'est à travers l'analyse rapide de quelques actes de pouvoir ainsi que des acteurs que nous avons cités ci-dessus qu'une réponse pourra être esquissée si tant est que nous nous percevons comme acteurs dotés de volonté et que nous nous assumons comme tels, c'est-à-dire comme maîtres de notre destinée et donc seuls responsables de nos heurs et malheurs en cessant de nous lamenter sur le sort qu'un colonialisme unique dans le monde nous aurait fixé à jamais.

La société, d'une manière générale, s'attend-elle à ce que ce soit les scientifiques qui doivent, chacun dans son domaine de spécialisation, répondre aux commandes de l'Etat en termes d'expertises de problèmes qui se posent à l'Etat et à la société? Les scientifiques eux-mêmes se pensent-ils comme des experts, des cerveaux de l'Etat, qui doivent penser et régler scientifiquement les problèmes qui se posent à l'Etat et la société ? Ou bien veut-on être un géant à tête d'épingle?

En attendant des jours meilleurs. notre Etat prétend fonctionner comme le savant-tisserand ou le roi-philosophe de Platon : « Le roi, dit-il, est semblable à un tisserand dont l'art, le savoir, serait d'entrecroiser les fils qui doivent composer le tissu de la cité : "la science royale... réalisant ainsi le plus magnifique et le plus excellent de tous les tissus en enveloppe à tout le peuple, esclaves ou hommes libres, les serre ensemble dans sa trame et, assurant à la cité, sans manque ni défaillance, tout le bonheur dont elle peut jouir, commande et dirige » (Platon, *Le politique*. Les Belles Lettres, 1970, p88).

Mais on oublie souvent l'exigence fondamentale énoncée ici : C'est le Savoir du roi qui surdétermine, régie, son pouvoir. Aujourd'hui aucun prince (pouvoir) ne peut prétendre détenir, à lui tout seul, ce savoir nécessaire à l'exercice du pouvoir. C'est la raison pour laquelle les tâches que doit réaliser une nation, et non pas un individu ou un groupe restreint d'individus, sont réparties sur un nombre d'institutions spécialisées dont les efforts sont orientés de manière synergique.

## II. Perspectives

Une inversion des hiérarchies et des rôles est nécessaire et salutaire, dans la mesure où c'est en renversant l'ordre des choses et des hiérarchies actuelles qu'on retombera dans les normes en la matière : une université est créée pour produire et diffuser le savoir d'abord et avant tout : le savoir devra être mis dans une position supérative par rapport au pouvoir. La structure administrative qui accompagne la fonction pédagogique et scientifique devrait être une pure logistique qui est mise au service de la fonction primordiale de l'université : du savoir, d'où *S/P*.

Que le savoir soit placé dans la société dans une position supérieure à celle du pouvoir devra être la seule constante, la seule chose à vraiment généraliser dans notre société en panne de rationalisme et de rationalité mais qui en éprouve un besoin dramatique. Revaloriser le rôle et le statut du savoir dans la stratification sociale, économique et de prestige c'est tout simplement reconnaître, pour un corps, la primauté de la tête sur les membres aujourd'hui que la compétition entre nations se fait en termes de savoir et de savoir-faire et non pas en termes de pouvoir qui ne peut, d'ailleurs, être obtenu autrement que par le savoir. C'est là une exigence de modernité. La tâche revient tant au sujet pragmatique qu'au sujet épistémique qui devra s'assumer dans son être et son faire social., balayer devant sa porte. L'obligation de résultats est une nécessité de modernité que devra assumer le pouvoir au même titre que le savoir .

Le politique reconnaît le savoir technologique comme nécessaire, jusqu'à un certain degré puisque, d'un côté, les effets d'un mauvais savoir technologique sont immédiats, et de l'autre, celui-ci ne touche pas la société ou les modes de gestion de la société et de l'Etat et n'entre donc pas en compétition avec le pouvoir. C'est sans doute pour cela que la plupart des recteurs d'universités sont choisis parmi les savants des sciences techniques ou exactes : et quand on fait une exception on prend grand soin de bien la choisir. Le savoir social quant à lui, touche directement au domaine que semble vouloir se réserver le pouvoir : la société, ses modes d'organisation... Le pouvoir se le représente, à tort, comme le compétiteur direct. Par ailleurs, les effets induits d'un mauvais savoir en sciences sociales ne sont pas immédiats, ni directement imputables à un mauvais savoir en la matière :

le champ d'interprétation pourrait être rendu flexible par le pouvoir. Les dégâts ne sont pas moins importants.

Le politique savant sait (et fait en sorte) que la reconnaissance, l'impulsion, l'organisation du savoir social est une nécessité de la modernité. Si la société ne produit pas de savoir de manière globale et socialisée, les intellectuels organiques finiront par fonctionner plus dans la dimension du pouvoir et sur l'isotopie du savoir (P:Is) : ils donneront de plus en plus la priorité aux contraintes de pouvoir au détriment des contraintes de savoir.

Cette manière d'approcher les problèmes de l'école et de l'université, ne fait, peut-être, pas consensus. Il demeurera toujours vrai, que mépriser le savoir, c'est mépriser l'avenir.